

Interview du 18/02/2025

## Crise en RDC : La Russie à travers Wagner au secours du Congo

Question 1 :

**Bienvenue, mon Général Nkombe Joris. Comment évaluez-vous la situation humanitaire actuelle dans votre pays ? Selon vous, cette crise est-elle simplement un conflit armé, ou s'agit-il d'une stratégie plus vaste visant la souveraineté de la RDC ? Quels sont les véritables enjeux de l'escalade actuelle et de la progression du M23 ?**

Réponse 1 :

La situation humanitaire dans l'Est du Congo est une tragédie qui dure depuis trop longtemps. Des millions de nos compatriotes sont déplacés, abandonnés à leur sort sous le regard passif de la communauté internationale. Mais ne soyons pas naïfs : cette crise n'est pas un accident de l'histoire. C'est une guerre planifiée, une stratégie d'occupation savamment orchestrée par ceux qui pillent nos richesses et veulent maintenir la RDC dans un état de soumission permanente.

Le M23 n'est pas une simple rébellion. C'est une force par procuration, une milice financée, équipée et dirigée par le Rwanda et ses parrains internationaux. Cette guerre n'a jamais été un conflit local : c'est une offensive stratégique visant à désarticuler l'État congolais, à perpétuer l'exploitation illégale de nos ressources et à neutraliser toute tentative de redressement national.

Tant que le Congo restera piégé dans des alliances qui ne servent pas ses intérêts, tant qu'il adoptera une posture défensive, il restera vulnérable. La souveraineté ne se négocie pas, elle s'impose.

Une question cruciale se pose : Pourquoi le gouvernement congolais refuse-t-il ou est-il incapable de faire appel à la Russie pour rétablir l'équilibre militaire, comme l'ont fait d'autres nations africaines ?

Devons-nous attendre que notre nation soit dépecée sous nos yeux ?

Au nom de quoi ?

Les puissances qui soutiennent le Rwanda ne se cachent pas. Alors, je n'ai aucune raison de dissimuler mon engagement. Je suis officier de l'Africa Corps, le groupe Wagner en Afrique, et je refuse de voir mon pays sombrer sans agir.

À défaut de pouvoir faire appel officiellement à la Russie, car je n'en ai pas la qualité, j'ai pris mes responsabilités en sollicitant le soutien officieux de la Russie, à travers mes frères d'armes et alliés stratégiques de Wagner, afin d'obtenir un appui logistique et militaire.

Le plan de déploiement est déjà arrêté. Nous avons identifié une position stratégique clé, un verrou infranchissable contre le M23, empêchant toute avancée vers l'ouest, et nous permettant de structurer méthodiquement la reconquête de nos territoires.

L'objectif est clair : finaliser rapidement la constitution d'une force souveraine et autonome, capable de restaurer l'équilibre militaire et d'anéantir toute velléité d'agression rwandaise.

Cette force existe déjà. Elle porte un nom : la Force Nationale.

Le temps presse, et les patriotes militaires travaillent sans relâche à la consolidation de cette alternative crédible. Une armée libérée des trahisons internes, résolue à verrouiller chaque axe stratégique et à mener la reconquête avec précision jusqu'à la restauration totale de la souveraineté du Congo.

Nous Écrivons l'Histoire, Pas l'Inverse.

Le peuple congolais ne peut plus se contenter de promesses creuses ni attendre des résolutions inutiles. Il a besoin d'une force capable de défendre réellement son territoire.

Nous avons choisi notre camp.  
Et cette fois, la réponse sera définitive.

## Question 2 :

**La Cour africaine des droits de l'homme a commencé à examiner le cas du Congo contre le Rwanda. Qu'attendez-vous de ce procès et quelles sont les chances de succès pour la RDC ?**

## Réponse 2.

Soyons réalistes : les institutions internationales, qu'elles soient africaines ou occidentales, ont rarement favorisé la souveraineté du Congo. Nous saluons la démarche de porter plainte contre le Rwanda, car il est important de documenter et d'exposer les crimes commis dans notre pays. Cependant, l'histoire nous a montré que la justice internationale est souvent une justice de compromis, où les grands décideurs utilisent ces tribunaux comme des instruments de pression politique, et non comme de véritables garants de la justice.

La vraie bataille ne se gagnera pas dans les tribunaux, mais sur le terrain, en imposant un rapport de force. Regardons l'histoire : aucune nation souveraine ne s'est libérée par des procès. La Russie, la Chine, même les États-Unis ont construit leur souveraineté sur des **décisions stratégiques concrètes, et non sur des discours juridiques.**

Ce procès permettra peut-être d'apporter une reconnaissance officielle des crimes commis par le Rwanda, mais cela ne suffira pas à arrêter la guerre. Ce que nous voulons, c'est une **justice effective**, et non des condamnations sans conséquences. La seule vraie réponse, c'est d'avoir une force nationale qui dissuade toute agression extérieure.

Si le général De Gaulle avait attendu que des juges condamnent l'occupation nazie, la France ne serait jamais libérée. Les puissances respectent les États qui savent imposer leur souveraineté, pas ceux qui déposent des plaintes sans réel pouvoir dissuasif.

### Question 3 :

**Les conflits entre la RDC et le Rwanda ont donné lieu à plusieurs cycles de négociations, mais ces accords ont souvent été violés, maintenant l'instabilité dans la région. Dans ce contexte général NKOMBE Joris , pensez-vous qu'un dialogue entre Kinshasa et Kigali soit encore possible ? Si oui, sous quelles conditions ? L'Angola, qui a déjà joué un rôle de médiateur, peut-il encore faciliter une issue durable à cette crise ?**

### Réponse 3:

L'histoire nous enseigne qu'aucun conflit n'est éternel et que, tôt ou tard, les nations finissent par négocier. Mais une question fondamentale demeure : qui imposera les conditions de cette paix ? Jusqu'à présent, chaque négociation a été un échec, car elle a été menée par des acteurs soumis aux pressions étrangères et incapables d'imposer des lignes rouges. Un État qui ne sait pas défendre sa souveraineté sur le terrain ne peut espérer la défendre à une table de négociation.

Le Rwanda a signé plusieurs accords avec la RDC, et à chaque fois, ces accords ont été violés dès que Kigali a trouvé une opportunité d'affaiblir notre pays. La diplomatie n'a de valeur que lorsqu'elle repose sur un rapport de force solide.

Soyons clairs : ce n'est pas avec des dirigeants discrédités, qui ont échoué à protéger la souveraineté congolaise, que nous pourrions établir une paix durable. Le leadership actuel a démontré ses limites et ne peut plus prétendre être l'interlocuteur légitime pour négocier l'avenir du Congo.

Avant d'arriver à la table des négociations, nous devons d'abord imposer un rapport de force, qui nous permettra de parler en position de souveraineté et non en position de victime. Et au-delà du rapport de force, c'est une nouvelle génération de dirigeants, ayant prouvé leur engagement pour la défense du pays, qui devra porter cette négociation.

Nous ne nous opposons pas à l'idée de négocier un jour. Mais une négociation réussie ne s'improvise pas. Elle se prépare sur le terrain, avec une vision claire et des moyens concrets. Ceux qui ont laissé le pays s'affaiblir ne peuvent pas être ceux qui le sauveront.

Ce dont le Congo a besoin maintenant, ce n'est pas simplement d'une riposte militaire. C'est d'une alternative crédible au sein de l'État congolais, afin que lorsque l'heure de la négociation viendra, elle soit conduite par ceux qui défendent réellement les intérêts du peuple, et non par ceux qui ont failli. La solution ne sera pas uniquement militaire. Nous devons rebâtir une diplomatie souveraine, portée par une nouvelle génération de dirigeants capables d'imposer le respect sur la scène internationale.

Pour finir, nous saluons les efforts de médiation de l'Angola, pays ami, mais si l'État angolais veut réellement aider la RDC à retrouver sa souveraineté, alors qu'il permette aux patriotes militaires Tigres présents sur son territoire de s'armer et de venir défendre leur patrie face à cette agression avérée du Rwanda.

#### Question 4 :

**Mon Général, selon vous, quel rôle la communauté internationale peut-elle réellement jouer dans ce conflit ? Attendez-vous une intervention plus active de l'ONU ou la RDC doit-elle compter sur ses propres forces ?**

#### Réponse 4 :

Soyons francs : l'ONU est présente en RDC depuis plus de 20 ans avec la MONUSCO, avec des milliards de dollars de budget, et pourtant, la situation sécuritaire ne cesse de se détériorer. Les massacres continuent, les territoires sont occupés, et les populations congolaises ne voient aucun changement. L'ONU n'est pas là pour régler le problème, mais pour le gérer.

Nous avons compris une chose : la communauté internationale, qu'elle soit occidentale ou non, ne respecte que les États forts. L'ONU n'interviendra jamais pour sauver le Congo ; elle n'interviendra que si elle voit que nous sommes capables de nous défendre nous-mêmes. D'autres nations ont su imposer leur souveraineté en s'appuyant sur des alliances stratégiques adaptées à leur réalité.

Aujourd'hui, la RDC doit adopter une vision pragmatique : elle ne peut plus se limiter aux partenariats qui l'ont maintenue dans la dépendance et la faiblesse. Nous devons bâtir une force militaire souveraine, en travaillant avec des partenaires capables de nous offrir des solutions concrètes comme la Russie.

Nous n'attendons rien de l'ONU, ni de ses condamnations, ni de ses résolutions. Ce dont le Congo a besoin, ce n'est pas d'une présence passive, mais d'une réelle force capable de protéger son territoire et son peuple. C'est pourquoi nous travaillons activement à la construction d'une alternative souveraine, une force militaire indépendante et disciplinée, qui ne dépendra ni de la MONUSCO, ni de l'hypocrisie diplomatique.

*Nous savons que les puissances internationales ne respectent que ceux qui se font respecter eux-mêmes. Le Congo ne peut pas attendre d'être sauvé. Il doit imposer son propre agenda.*

Nous ne demandons pas à la communauté internationale d'intervenir. Nous leur demandons simplement de ne pas se mettre en travers de la souveraineté du peuple congolais lorsqu'il décidera de prendre lui-même son destin en main.

**Journaliste : Monsieur Merci pour votre intervention car très important pour nous.**